

Toutes et tous dans la rue le 16/12 !

NOUS POUVONS GAGNER AVEC UN PLAN D'ACTION CRESCENDO

Augmentons TOUS les salaires de 2€/h (330€/mois) !

Nationalisons TOUT le secteur de l'énergie !

Des marges bénéficiaires inédites pour les entreprises, des dividendes somptueux pour les actionnaires. Et nous devrions nous contenter d'une aumône avec d'un chèque unique de consommation de 500 ou 750 euros à négocier ? C'est une insulte, et encore plus après avoir tout fait fonctionner pendant la pandémie ! Les primes uniques ne stoppent pas l'appauvrissement. Elles ne contribuent pas au financement des pensions ou de la sécurité sociale et n'ont aucune proportion avec les importantes marges bénéficiaires.

**AUCUNE CONFIANCE DANS CE GOUVERNEMENT !
AUGMENTONS TOUS LES SALAIRES !**

Les Métallos Wallonie-Bruxelles de la FGTB ont calculé qu'une prime de 750€ représente à peine 1,95% des 6 milliards d'euros de dividendes versés ces deux dernières années aux actionnaires du secteur de fabrications métalliques ! A eux le gâteau, à nous les miettes. Mais les patrons n'en ont jamais assez : ils préparent le terrain pour un nouveau saut d'index.

Les patrons cherchent par tous les moyens à nous opposer aux travailleuses et travailleurs des pays voisins et à organiser ainsi une spirale infernale qui tire les salaires vers le bas. Mais en France, la restauration de l'indexation automatique (supprimée en 1983 sous Mitterrand) est revenue au cœur des revendications syndicales. Arracher des augmentations de salaire au-delà de l'indexation en Belgique, cela nous aidera à inverser la tendance dans les pays voisins et dans toute l'Europe. Cela pourrait ouvrir la voie à une véritable grève générale européenne.

Toute cette histoire d'une spirale prix-salaire n'est qu'u-



ne blague. Une augmentation générale des salaires peut signifier une baisse du taux de profit, sans affecter les prix des marchandises. En bref, des hausses de salaire sont susceptibles de réduire la part des revenus dédiée aux bénéfices pour la transférer vers le pouvoir d'achat des ménages. Il suffit de regarder à son caddie après avoir payé ou aux factures d'énergie (que les aides ne rendent qu'à peine moins absurdes) pour se rendre à l'évidence : riposter est indispensable.

Les secteurs syndicalement plus forts doivent embarquer avec eux les plus faibles. Repoussons les tentatives de nous diviser en exigeant une augmentation de TOUS les salaires de 2 euros de l'heure (330 euros par mois) et l'instauration d'un salaire minimum de 15€/h. Si des entreprises se disent incapables de se le permettre et/ou menacent de licencier, que leur comptabilité soit ouverte pour que les travailleurs puissent vérifier si c'est vrai. Aux patrons d'expliquer pourquoi aucune réserve n'a été constituée pour des temps plus difficiles ! Si nécessaire, ces entreprises doivent être nationalisées sans rachat ni indemnité et sous contrôle et gestion des travailleurs pour sauver l'emploi.

BLOQUER LES PRIX = NATIONALISER

Bloquer les prix, nos voisins l'ont fait ? Ce sont essentiellement des subsides d'Etat qui payent au privé la différence entre les prix du marché et ceux destinés aux entreprises et aux ménages, sans toucher aux profits. Tôt ou tard, ce sera à la collectivité d'en payer le prix alors que le manque de moyens publics est déjà insoutenable partout. Les grèves dans les chemins de fer, l'enseignement, les soins de santé et chez les fonctionnaires fédéraux ou locaux illustrent toute la colère face à la charge de travail intenable et à la profonde dégradation des services due au sous-investissement chronique.

Bloquer les prix exige de nationaliser. Concrètement, cela signifie la prise en charge de l'ensemble du secteur de l'énergie (production, distribution, recherche) par la collectivité. Cela ouvrirait la voie à des prix abordables et une transition verte rapide. Une nationalisation sous contrôle et gestion des travailleurs et travailleuses, c'est totalement différent du rachat à des actionnaires privés, comme l'a fait le gouvernement français concernant EDF. Les capitalistes se sont déjà suffisamment amusés, il ne saurait être question ni de rachat ni d'indemnité pour les actionnaires. Des exceptions peuvent être considérées pour de petits actionnaires sur base de besoins prouvés, nous ne voulons mettre personne sur la paille.

Pour éliminer la spéculation et mobiliser les moyens pour refinancer la santé, l'enseignement, les transports publics,... il faut de suite y combiner la nationalisation de l'ensemble du secteur financier. Pour éviter de fonctionner comme dans le privé et répondre aux besoins sociaux, une entreprise ou un secteur nationalisé doit être géré à la fois par le personnel, les syndicats et la collectivité. Cela exige l'implication active de la classe travailleuse à chaque étape dans le cadre d'une planification rationnelle et écologie de l'économie.

ORGANISEZ-VOUS ! REJOIGNEZ LE PSL/LSP

Le PSL/LSP est un parti national qui organise des travailleuses et travailleurs, des jeunes, des féministes... pour renverser le capitalisme et changer de société. Le capitalisme ne nous réserve que plus de guerres, de misère et d'exploitation, c'est pourquoi nous luttons pour une société socialiste démocratique où la barbarie de l'économie de marché est remplacée par une économie rationnelle démocratiquement planifiée pour répondre aux besoins de la collectivité dans le respect de la planète. Ce combat est par nature un combat international, c'est la raison pour laquelle nous sommes organisés sur tous les continents grâce à un parti mondial : Alternative Socialiste Internationale (ASI).

Contactez-nous :

info@socialisme.be ou 0472436075 (Michael)

UN PLAN D'ACTION CLAIR POUR LE 16 DÉCEMBRE AFIN D'IMPLIQUER TOUT LE MONDE !

La grève générale du 9 novembre a illustré notre force, mais bien plus était possible. La préparation n'était pas optimale pour impliquer tous les collègues. Les actions sont plus puissantes lorsqu'elles s'inscrivent dans un plan d'action ambitieux aux prochaines étapes connues à l'avance et sur base desquelles construire un élan. Si on y ajoute une grande « Opération vérité » qui fait connaître la réalité des bénéfices des patrons et répond à leurs mensonges, cela peut dissiper les doutes à la base (tant à la CSC qu'à la FGTB, tant à Bruxelles, qu'en Flandre et en Wallonie) et assurer une généralisation de notre lutte. Avec un tel élan, il est possible de rallier tout le monde à notre cause : les jeunes, les pensionnés, les chômeurs, voire les indépendants et les petites entreprises.

Nous voulons inclure tout le monde. Une évaluation collective avec des réunions du personnel (éventuellement liées à des arrêts de travail) et des réunions interprofessionnelles démocratiques sont cruciales pour discuter efficacement des forces et des faiblesses du mouvement, intégrer les demandes spécifiques à chaque secteur dans le paquet de revendications et voter démocratiquement ensemble sur la manière de poursuivre la lutte.

Pour gagner, nous avons besoin d'un plan d'action clair avant le 16 décembre, et non pas une semaine après, pour poursuivre et intensifier la lutte dès janvier vers une grève générale en février préparée et précédée par des grèves provinciales tournantes. Nous pouvons nous inspirer des grèves des raffineries en France, qui était reconductibles en assemblées jours après jours par les grévistes eux-mêmes. Il est essentiel de montrer qui fait tourner l'économie, et de permettre aux travailleuses et travailleurs de faire l'expérience de ce que cela peut représenter de prendre le contrôle de l'économie et les rênes de la société. Les délégués et militant syndicaux pourraient ainsi se saisir de la manifestation pour construire une véritable relation de force sur leur lieu de travail et dans la société.

La Campagne ROSA : pour l'unité dans la lutte !

La Campagne ROSA (Résistance contre l'Oppression, le Sexisme et l'Austérité) soutient les revendications des syndicats contre la réforme des pensions sexiste qui va précariser encore plus les travailleuses à temps partiel, contre l'expansion des flexi-jobs dans la santé (une véritable gifle à celles et ceux qui ont été en première ligne face au Covid et qui exigent plus de personnel pour tenir le coup) et contre les restrictions du crédit-temps qui rendra plus difficile de combiner travail et vie de famille. Combattre la violence faite aux femmes, cela implique de lutter pour leur indépendance financière, alors que la crise du coût de la vie frappe plus durement les femmes et tout particulièrement les mères isolées. La Campagne ROSA veut renforcer la lutte du mouvement ouvrier contre toutes les oppressions, car celles-ci facilitent l'exploitation capitaliste en divisant la classe travailleuse. La journée d'action du 8 mars doit être saisie par les syndicats pour lutter contre le sexisme et la vie chère.

Qui compte encore sur les médias dominants pour relayer correctement nos inquiétudes et nos combats ? Acheter le mensuel **Lutte Socialiste** pour 2 euros ou prenez un abonnement annuel de 20 euros (ou plus en soutien).

